

Ces données contiennent à la fois des éléments encourageants et désappointants pour les partisans du libre-échange, et le gouvernement fédéral en particulier. Sur le plan positif :

- Près de deux-tiers de la population voient l'Accord de libre-échange "comme une partie de l'ensemble des efforts faits pour améliorer la situation commerciale du Canada avec les autres pays du monde" et, par conséquent, ne le perçoivent pas obligatoirement comme une mesure isolée ou exclusivement continentale dans la politique commerciale canadienne. Les Québécois ont plus tendance (70 %) que la moyenne à partager ce point de vue, tandis que les Ontariens (59 %) et les personnes âgées de 65 ans et plus (56 %) sont moins susceptibles d'envisager l'Accord de libre-échange sous cet angle;
- Les opinions sont partagées quant à la question de savoir si le gouvernement fédéral a une bonne idée des moyens à prendre pour réagir aux changements qu'entraînera le traité de libre-échange au Canada. Les Québécois (64 %), les hommes ne travaillant pas (56 %) et les Canadiens peu instruits ont plus tendance à croire que le gouvernement a une bonne idée des moyens à prendre à cet égard, contrairement aux résidents de l'Ontario (47 %) de Colombie-Britannique (45 %) et des Canadiens ayant suivi des études universitaires (47 %).

Les résultats indiqués ci-après sont moins encourageants pour les partisans du libre-échange :

- Seulement un quart environ des répondants (26 %) conviennent que le gouvernement fédéral a offert assez de renseignements aux Canadiens sur l'Accord du libre-échange, perception qui pourrait aisément changer une fois le texte final de l'Accord accepté et rendu public;
- Plus de six répondants sur dix (61 %), et en particulier les résidents de l'Ontario (65 %) et les femmes, estiment que le Canada en a trop donné aux Américains dans le traité de libre-échange; les Canadiens jouissant d'un revenu élevé ont moins tendance à partager ce point de vue (54 %);
- Dans la plupart des groupes et des régions, les Canadiens se disent en désaccord avec l'énoncé : "Le libre-échange ne fera aucune différence pour le travailleur canadien ordinaire". Ce désaccord est encore plus marqué chez les personnes possédant un statut socio-économique élevé, et les résidents des Prairies et de l'Ontario.